

Les gilets jaunes menacent-ils l'après-vente?

mardi, 04 décembre 2018

Le Premier ministre Édouard Philippe vient d'annoncer diverses «*mesures d'apaisement*» après les violents heurts qui ont ponctué la manifestation nationale des gilets jaunes samedi dernier. Et c'est l'automobile -et son après-vente- qui prennent : parmi ces mesures, le report de six mois du contrôle technique renforcé, censé entrer en vigueur au 1^{er} janvier prochain, est acté. Avec cette décision, 1 million d'entrées-atelier viennent de s'évaporer pour des entreprises qui en ont pourtant grandement besoin...



Ce midi, dans une allocution télévisée, le Premier ministre Édouard Philippe a rendu publique une série de «*mesures d'apaisement*» afin de faire descendre une tension qui était montée d'un coup de plusieurs crans samedi dernier dans le cadre de la mobilisation nationale des gilets jaunes. Pour agir en faveur du pouvoir d'achat des Français, il a donc annoncé un moratoire sur la nouvelle taxe des carburants, prévue au 1^{er} janvier prochain, le gel des tarifs de l'énergie... et surtout, le report provisoire (6 mois) du contrôle technique renforcé dans sa dimension anti-pollution et prévu lui aussi jusqu'alors au 1^{er} janvier prochain.

Le Premier ministre a ainsi tenté de répondre favorablement -en partie- à une autre revendication des gilets jaunes de dimanche dernier : l'annulation pure et simple du CT renforcé apparu depuis le 20 mai dernier, plus long à effectuer, plus exigeant dans ses obligations de réparation et donc plus cher...

L'espoir d'un million d'entrées-atelier déjà parti en fumée...

Sans aller jusque là, le Premier ministre a donc annoncé le report d'une réglementation plus sévère en matière de contrôle d'opacité des fumées des moteurs Diesel. Cette décision peut apparaître comme une

autre bonne nouvelle pour les ménages équipés de véhicules vieillissants et/ou mal entretenus. Mais elle vient en revanche d'assombrir d'un coup l'année 2019 des ateliers d'entretien-réparation. Car les chiffres traditionnellement évoqués concernant l'apport du nouveau contrôle technique tournent autour de 2 millions d'entrées supplémentaires dès l'année prochaine...

Ou du moins, tournaient. Si le gouvernement en reste là, ce sont déjà 1 million d'ordres de réparation qui viennent donc d'être effacés des 6 prochains mois. Une manne sur laquelle nombre de réseaux se sont pourtant déjà positionnés dans le cadre de leurs récentes conventions : AD, lors de son congrès à Malte, en septembre dernier ; Top Garage et Garage Premier à l'occasion du Rendez-Vous Groupauto début novembre ; ou encore le réseau de réparation multimarque de Ford, Motorcraft, lors de sa convention au Mans à la même époque. Le tout, dans un contexte déjà difficile que les concessions gouvernementales de ce matin ne suffiront pas à résoudre (voir «[Fréquentation ateliers : pourquoi il faut craindre 2019...](#)»).

Attentisme à la clé...

Avec un business additionnel (très) schématiquement réduit de moitié pour 2019, il leur faudra donc vraisemblablement revoir leur copie. Et élaborer rapidement d'autres stratégies de conquête, sur d'autres niches de marché, pour permettre à leurs adhérents d'alimenter un peu plus leurs ateliers. C'est une vilaine nouvelle également pour l'éco entretien et son cortège d'investissements nécessaires en matériels et en formations. Et pour les équipementiers et formateurs concernés. Car l'heure va évidemment être à l'attentisme...

On comprend bien sûr la volonté du gouvernement de ne pas sur-infecter une agitation sociale déjà particulièrement brutale et de plus en plus incontrôlable. Mais on peut aussi légitimement se demander s'il ne vient pas ainsi confirmer, après avoir également différé d'autant la "taxe écologique" sur les carburants, que paix sociale et enjeux environnementaux sont définitivement inconciliables.

Les pros en variable d'ajustement social

Le CNPA [s'inquiétait déjà des effets mortifères](#) qu'a l'agitation sociale sur les ventes, mais aussi sur les bâtiments et les biens saccagés ici ou là par les casseurs comme les laissés-pour-compte. Et en appelait à Bercy pour que les autorités fiscales comme les banques soient le moins rigides possible pour aider les professionnels à passer le trou d'air qu'ils vivent actuellement.

Il s'étonne maintenant «*du mépris du gouvernement*» après ce moratoire intervenu «*sans aucune concertation avec les professionnels*» qui ont investi et se sont formés pour être opérationnels dès le 1^{er} janvier. «*Plus de 3 000 centres de contrôle technique ont déjà réalisés les investissements nécessaires soit par une mise à jour de leur matériel, soit par l'achat d'un nouvel opacimètre, pour des dépenses engendrées allant de 1 000 à 8 000 €*», s'agace l'organisation professionnelle, qui a déjà constaté 100 M€ de retard dans le remboursement des avances faites par les pros en bonus et primes de conversion.

La Feda, pour sa part, constate que des distributeurs sont impactés, notamment par le blocage de plusieurs dépôts pétroliers. Elle se dit en lien avec le ministère de l'Économie et des Finances et invite ses adhérents à lui faire remonter leurs difficultés.

Et si on réduisait la TVA sur l'entretien-réparation du parc ancien ?

Cela permettra-t-il au moins la réconciliation de l'automobile avec les automobilistes ? On doit l'espérer. Sans trop croire toutefois que les tardives concessions gouvernementales suffiront à ramener le calme. Car pourquoi l'agitation cesserait-elle ? Maintenant qu'est arrivée l'heure trop longtemps différée des gages aux gilets jaunes, ces derniers auraient probablement tort de ne pas comprendre qu'ils peuvent maintenir la pression et allonger la liste de leurs doléances.

Profitions donc de l'occasion pour soumettre à notre gouvernement cette excellente idée que Stéphane Antiglio, le président du directoire de PHE, rappelait lors du récent symposium de l'après-vente organisé par notre confrère Autoactu.com et co-animé par nous. Une idée que les pouvoirs publics avaient en leur temps mollement reçue, l'Europe n'ayant pas prévu le cas de figure. Une idée qui pourtant est excellente : réduire la TVA sur l'entretien des véhicules anciens.

Stéphane Antiglio en rappelait l'implacable logique. Car en rendant ainsi l'entretien plus accessible, une telle mesure favoriserait à la fois la sécurité routière et la mobilité automobile essentielle à tous les conducteurs ruraux et péri-urbains désargentés. Mieux : le président du 1^{er} distributeur indépendant expliquait que cette inévitable réduction des recettes fiscales aurait toutes les chances d'être moins importante que supposée, voire même qu'elle pourrait être effacée. Car elle provoquerait aussi le retour dans le circuit officiel d'une partie des consommateurs qui, pour des raisons de budget, alimentent actuellement le marché gris, voire noir, en achetant les pièces sur internet et en les faisant monter par "des amis".

Changer les habitudes fiscales ?

Cela mérite certes une estimation fine, précisait-il en substance. Mais en se posant tout de même cette question frappée du bon sens : vaut-il mieux ignorer toute la TVA actuellement perdue par des réparations effectuées hors de toute entreprise et de toute visibilité fiscale, ou ne pourrait-on pas ainsi générer un nouveau courant de TVA, même à taux réduit, qui permettrait de faire mieux tourner l'économie, de remettre sur les routes des voitures saines mécaniquement et environnementalement et au final, de renflouer les recettes fiscales de l'État ?

Encore pour cela faudrait-il être imaginatif et comprendre que la bonne vieille logique fiscale a peut-être vécu, qui s'acharne à prendre en apparence peu à la fois, mais toujours plus aux mêmes classes moyennes et populaires. Car c'est ainsi que la désespérance du bon peuple, automobile ou non, en gilet jaune ou pas, comprend le monde d'aujourd'hui et la pression fiscale de nos gouvernants.

Fin du monde contre fin de mois

Alors, il veut que ça change radicalement, ce bon peuple qui résume sa situation par ce simplissime calcul : au nom de finances publiques exsangues, les centaines de milliards d'argent public sacrifiés en 2009 au sauvetage du système financier mondial lui sont repris en impôts et taxes. Pour permettre à d'autres de continuer à s'enrichir sans vraie contrainte. Et sans contrepartie tangible.

Il exige donc du concret, maintenant, sans plus croire aux lendemains qui ne chantent jamais. Dans l'attente du prochain festin, le repu et l'affamé n'ont pas la même patience. Elle prend forme, la tentation tragique de renverser la table dont les gilets jaunes se sentent exclus. Pour eux qui désespèrent de jours meilleurs, il reste le terrifiant abîme du "grand soir" et ses fantasmes révolutionnaires de convergence des

luttés. Le slogan «*vous nous parlez de la fin du monde quand nous vous parlons de la fin du mois*» claque dans toute son effrayante réalité : on partage des visions d'avenir tant que le présent semble supportable...

Mais ce «*en même temps*»-là qu'espèrent les revendications actuelles, à savoir prouver qu'on donne un peu moins en haut pour en rendre un peu plus en bas, reste encore à inventer...

© Apres-Vente-Auto.com © Reproduction interdite